



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

MARCHES PUBLICS
MARCHES DE TRAVAUX

Sécurisation des structures d'un bâtiment de la Gendarmerie Nationale – Centre d'entraînement de MONDESIR (91)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°
Date limite de remise des
plis
Procédure de passation

2025-MAPA-SSBGNM

Jeudi 21 août 2025 à 12h00

Procédure adaptée

(article R2123-1, 1° - inférieure au seuil des procédures
formalisées - code de la commande publique)

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET – RPA – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	p.3
ARTICLE 2. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / CONFIDENTIALITÉ	p.4
ARTICLE 3. PRIX	p.5
ARTICLE 4. LITIGES ET DIFFÉRENDS	p.5
ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	p.5

ARTICLE PREMIER. OBJET – RPA – DISPOSITIONS GÉNÉRALES












▪ Objet du marché :

Le marché porte sur la prestation suivante :

Sécurisation des structures d'un bâtiment de la Gendarmerie Nationale situé au centre d'entraînement de Mondésir (91).

La prestation portera sur la réalisation et la reprise de la structure du bâtiment par une structure métallique adaptée à l'infrastructure et à la sécurisation des lieux.

▪ Caractéristiques principales du marché :

 Objet du marché	Sécurisation des structures d'un bâtiment de la Gendarmerie Nationale situé au centre d'entraînement de Mondésir (91)
 Acheteur	Gendarmerie nationale de Versailles
 Type de contrat	Marchés de travaux
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Gendarmerie Nationale – Camp de Mondésir Hameau de Mondésir 91690 Guillerval
 Durée de la mission	3 mois
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	Soit article 19 du CCAG-Travaux
 Variation des prix	Prix fermes
 Nature des prix	Prix forfaitaires
 Estimation du besoin	390 000 € TTC

▪ Allotissement :

Le marché n'est pas alloti.

▪ Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :

Gendarmerie Nationale

Caserne Pasquier

Représentant : Le général de division Ghislain RETY

Adresse : rue de l'Etang du désert

78000 VERSAILLES

Courriel : administration-pasquier@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur à la date du lancement de la consultation](#)

- **Indications relatives aux travaux :**

L'opération est détaillée dans le CCTP de la consultation.

- **Procédure / Délai de validité des offres :**

- **Procédure de passation :**

Procédure adaptée, en application de l'article R2123-1, 1° du Code de la commande publique, pour un marché de travaux inférieur au seuil des procédures formalisées.

- **Clause d'insertion environnementale :**

Le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2152-7 du code de la commande publique en incluant, dans la présente consultation, une clause obligatoire d'insertion environnementale, condition d'exécution pour le projet.

Pour promouvoir la protection de l'environnement, le pouvoir adjudicateur a décidé de réemployer le matériel présent sur le site. Un diagnostic produits équipements matériaux déchets (PEMD) sera également exigé permettant de limiter l'impact environnemental, d'optimiser les coûts du projet et de développer sa politique d'achat durable.

ARTICLE 2. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / CONFIDENTIALITÉ

Le pouvoir adjudicateur et les candidats retenus conservent chacun pour ce qui le concerne la propriété et le contrôle sur l'ensemble de leurs droits de propriété intellectuelle, notamment sur leurs logos, marques déposées, noms commerciaux et savoirs faire spécifiques.

Le pouvoir adjudicateur et les candidats retenus conviennent qu'ils sont soumis à une obligation de confidentialité concernant le présent marché, ses éléments et les informations qui pourront être échangés dans le cadre de cette convention.

Le pouvoir adjudicateur et les candidats retenus s'engagent à faire en sorte que seuls les membres de son personnel qui doivent en connaître aient accès aux éléments susvisés et qu'ils ne soient utilisés par ces derniers que dans le cadre et pour les besoins exclusifs du présent marché.

Les actions de partage d'informations confidentielles par tout type de support concernant la réalisation du marché, l'usage des marques et des logos du pouvoir adjudicateur et des candidats retenus ne peuvent être réalisées que sur autorisations et validations écrites de la partie concernée.

Les candidats retenus ne pourront faire mention ou usage du nom, de la dénomination, ou autres appellations du pouvoir adjudicateur, sans accord préalable et écrit de cette dernière. Les candidats retenus s'engagent à renseigner tout élément nouveau dans l'exécution du présent marché pouvant compromettre la sécurité du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur et les candidats retenus s'engagent à ne pas réutiliser tout ou partie des éléments portés à leur connaissance à des fins commerciales.

Lorsque le présent marché cesse de produire ses effets et quelles qu'en soient les causes, l'obligation de confidentialité continue à s'imposer aux parties.

ARTICLE 3. PRIX

Le montant prévisionnel du marché est de **390 000,00 €** (trois cent quatre-vingt-dix mille euros).

Les prix sont fermes et toutes taxes comprises.

ARTICLE 4. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé pré-contractuel avant la signature du marché (articles L551-1 à 12 du code de justice administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du marché, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n° 358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud - 78011 Versailles

Téléphone : 01.39.20.54.00

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Télécopie : 01.39.20.54.87

Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite **via le profil d'acheteur**.